

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240627-lmc1334132-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 1 juillet 2024
Date de publication : 04/07/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 27 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 27 juin 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
53	19	9

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/06/130

**AVENANT N°1 AU CONTRAT
23CONC02 CONCESSION
SOUS FORME DE
DELEGATION DE SERVICE
PUBLIC POUR
L'EXPLOITATION DU
RESEAU DE COLLECTE DES
EAUX USEES DE LA CRAU**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVARD, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Laurent JEROME, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TANGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Jean-Sébastien VIALATTE, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVARD, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Claude GALLI-ARNAUD ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Arnaud LATIL ayant donné pouvoir à M. Jean-Louis MASSON, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à Mme Valérie RIALLAND, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Delphine GROSSO, M. Jean-David MARION, Mme Isabelle MONFORT, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Gilles VINCENT.

Séance Publique du 27 juin 2024

N° D' O R D R E : 24/06/130

**O B J E T : AVENANT N°1 AU CONTRAT 23CONC02 CONCESSION
SOUS FORME DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DU RESEAU DE COLLECTE
DES EAUX USEES DE LA CRAU**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1, L.1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment les articles L.3135-1 1° et R.3135-7,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/03/050 du Conseil Métropolitain en date du 23 mars 2023 autorisant l'attribution du contrat de concession 23CONC02 – concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées de la Crau à la société COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE PROCEDES MP OTTO - C.E.O,

VU le contrat n°23CONC02, signé en date du 8 juin 2023,

VU le projet d'avenant n°1 au contrat, annexé à la présente délibération,

VU le rapport justificatif de l'avenant n°1, annexé à la présente délibération,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 17 juin 2024,

CONSIDERANT que le projet d'avenant n°1 au contrat ne nécessite pas l'avis préalable de la Commission de Délégation de Service Public,

CONSIDERANT la présence d'erreurs matérielles dans certaines dispositions du Contrat, résultantes d'un problème d'impression ayant effacé l'ensemble des formules d'équation créées sous le logiciel Microsoft Word lors de l'impression de la version papier signée du contrat,

CONSIDERANT la nécessité de procéder à la passation d'un avenant pour corriger ces erreurs matérielles,

CONSIDERANT enfin que l'ensemble des modifications demandées ne sont pas substantielles,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER les modifications proposées par l'avenant n°1 au contrat 23CONC02 – concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées de la Crau.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°1 au contrat de 23CONC02 – concession sous forme de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées de la Crau à la société) ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits :

- Pour les recettes sur l'opération 10020 - BA 10 ASSAINISSEMENT, Chapitre 011, article 70611 ;
- Pour les dépenses, sur l'opération 23802 - BA 10 ASSAINISSEMENT chapitre 011 – article 61523 et chapitre 21 – article 21532.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Anaïs DIR

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 71

CONTRE 0

ABSTENTION 1

Monsieur Philippe LEROY.

Métropole Toulon Provence Méditerranée

AVENANT N°1
AU CONTRAT 23CONC02
CONCESSION SOUS FORME DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
POUR L'EXPLOITATION DU RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES DE
LA CRAU

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président en exercice, dûment habilité par délibération du conseil métropolitain, en date du 27 juin 2024,
Ci-après, dénommée « **l'Autorité Délégente** »,

ET :

La société COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE PROCEDES MP OTTO - C.E.O OTTO, dont le siège est situé 21, Rue La Boétie - 75008 PARIS, représentée par M. CHRISTOPHE KLEINKLAUS, Directeur de Territoire

Ensemble, « **les Parties** » et, individuellement, « **la Partie** ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par délibération N°23/03/050 du 23 mars 2023, le conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a autorisé la signature du contrat N° 23CONC02– concession sous forme de délégation de service public pour l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées de la Crau.
Le Contrat de délégation de service public a été signé et notifié le 08 juin 2023.

Les parties ont constaté la présence d'erreurs matérielles dans certaines dispositions du Contrat. En effet, plusieurs formules et équations présentes dans la version du contrat résultant de l'offre définitive du concessionnaire n'apparaissent plus dans la version papier qui a été éditée pour signature, en raison d'un problème d'impression. En effet, l'ensemble des formules créées sous le logiciel Microsoft Word via la fonction Insertion > Equation ont été supprimées par l'impression et ne sont plus apparentes dans la version papier signée du contrat.

Le présent avenant a pour objet de corriger cette erreur matérielle.

Les formules et équations concernées sont précisées à l'article 1 du présent avenant.

ARTICLE 1 – MODIFICATIONS DES CLAUSES DU CONTRAT – CORRECTION DES ERREURS MATERIELLES

1.1 - Article 5.3.7 Diagnostic permanent et réduction des eaux claires parasites permanentes

Les quatre équations relatives à l'indice Linéaire d'Infiltration, à l'indice Linéaire d'Eaux Parasites, au coefficient d'Apport, Rendement Hydraulique et -le calcul du rendement hydraulique du système d'assainissement et de chaque bassin versant sont réintroduites.

Ainsi la mention suivante :

- le calcul des indicateurs suivants :
 - o l'Indice Linéaire d'Infiltration (),
 - o L'Indice Linéaire d'Eaux Parasites : ILEP=),
 - o Les Surfaces Actives raccordées,
 - o Les Coefficient d'Apport () avec SBC = Surface Bassin de Collecte,
- Le calcul du nombre d'équivalent habitant raccordé ;
- Le calcul du rendement hydraulique du système d'assainissement et de chaque bassin versant (),

Est remplacée par la mention suivante :

- le calcul des indicateurs suivants :

- o l'Indice Linéaire d'Infiltration ($\frac{\Sigma(ECPP)+\Sigma(ER)}{L_r \cdot n \text{ jours}}$),
- o L'Indice Linéaire d'Eaux Parasites : ILEP = $\frac{\Sigma(ECPP)+\Sigma(ER)+\Sigma(ECPC)}{L_r \cdot n \text{ jours}}$,
- o Les Surfaces Actives raccordées,
- o Les Coefficient d'Apport ($Ca = \frac{Sa - Sa_{\text{amont}}}{S_{BC}} * 100$) avec SBC = Surface Bassin de Collecte,
- Le calcul du nombre d'équivalent habitant raccordé ;
- Le calcul du rendement hydraulique du système d'assainissement et de chaque bassin versant ($RH = \frac{\text{Débit moyen BV}}{(\text{Débit moyen BV} + \text{Débit by-pass} + \text{Débit DO})} * 100$),

1.2 - Article 6.3.1 Biens concernés. Plan prévisionnel de renouvellement

L'équation de la valeur patrimoniale est réintroduite.

Ainsi, la mention suivante :

Par ailleurs, le Concessionnaire s'engage à restituer le patrimoine figurant dans le plan de renouvellement avec une valeur patrimoniale supérieure ou égale à 50 % de l'état à neuf en fin de contrat, par application de la formule décrite ci-dessous :

Chaque année, dans le cadre de son compte-rendu annuel, le Concessionnaire rendra compte dans le détail et par catégorie des opérations de renouvellement réalisées au titre de l'exercice concerné.

Est remplacée par la mention :

Par ailleurs, le Concessionnaire s'engage à restituer le patrimoine figurant dans le plan de renouvellement avec une valeur patrimoniale supérieure ou égale à 50 % de l'état à neuf en fin de contrat, par application de la formule décrite ci-dessous :

$$\text{Valeur patrimoniale} = \frac{\sum_{i=1}^n \frac{\text{Durée de vie résiduelle}_i}{\text{Durée de vie}_i} \cdot \text{Valeur de renouvellement}_i}{\sum_{i=1}^n \text{Valeur de renouvellement}_i}$$

Chaque année, dans le cadre de son compte-rendu annuel, le Concessionnaire rendra compte dans le détail et par catégorie des opérations de renouvellement réalisées au titre de l'exercice concerné.

1.3 - Article 7.5 Modalités d'indexation du tarif de base de la part du Concessionnaire

L'équation du K1 est réintroduite. L'énonciation de la formule est également remise en forme. Ainsi, la mention :

$$R = R_0 \times K1$$

Le coefficient K1 aura la forme suivante :

Avec :

R : tarif de l'année N

R₀ : tarif de base au 2 juillet 2023

Est remplacée par la mention :

$$R = R_0 \times K1$$

Le coefficient K1 aura la forme suivante :

$$K1 = \left[0,20 + \left(0,392 \frac{A}{A_0} \right) + \left(0,070 \frac{B}{B_0} \right) + \left(0,208 \frac{C}{C_0} \right) + \left(0,130 \frac{D}{D_0} \right) \right]$$

Avec :

R : tarif de l'année N

R₀ : tarif de base au 2 juillet 2023

ARTICLE 2 – INCIDENCE FINANCIERE

Le présent avenant est sans incidence financière.

ARTICLE 3 – CLAUSES DIVERSES - DATE D'EFFET

Toutes les clauses du contrat de délégation non modifiées par les présentes restent applicables dans leur intégralité, pour autant qu'elles ne soient pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Les dispositions du présent avenant sont applicables à compter de la date à laquelle il aura acquis un caractère exécutoire.

Dès sa transmission au représentant de l'Etat, l'autorité Organisatrice remet sans délai au Concessionnaire un exemplaire original du présent avenant accompagné de la délibération autorisant le Président de l'Autorité Organisatrice à le signer.

Pour l'Autorité délégante
M. Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Pour CEO
M. CHRISTOPHE KLEINKLAUS
Directeur de Territoire



A Toulon
Le

A... La Garde
Le 15/05/2024.

Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Affaire suivie par :

Didier GOUBÉ

Directeur Général des Services Techniques
Territoires et Proximité

Direction Eau et Assainissement

Olivier AMBROSI et Benjamin BRUNET

oambrosi@metropoletpm.fr – bbrunet@metropoletpm.fr

RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

Procédure n°22DSP05.....

**Objet : 23CONC02 Avenant n°1 au contrat de DSP pour l'exploitation du
réseau de collecte des eaux usées de la Crau**

1- DESCRIPTIF DU MARCHE

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	Compagnie des Eaux et de l'Ozone - Procédés MP Otto
Date de notification	08/06/2023
Durée du contrat	5,5 ans
Date de début du contrat	02/07/2023
Date de fin du contrat	31/12/2028
Éléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	CA cumulé sur la durée du contrat = 1 720 846 € HT
Projet avenant n°...	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	Correction d'erreurs matérielles : les formules de plusieurs articles ne figurent plus dans le contrat notifié.
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	Sans objet
Observations	Sans objet

Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement : Les parties ont constaté la présence d'erreurs matérielles dans certaines dispositions du Contrat. En effet, plusieurs formules et équations n'apparaissent plus dans la version papier qui a été éditée pour signature, en raison d'un problème d'impression. Les formules et équations concernées sont précisées ci-après.

- ☒ Adaptation mineure
- ☐ Circonstances imprévisibles
- ☐ Sujétions techniques imprévues
- ☐ Tout autre évènement

Diagnostic permanent et réduction des eaux claires parasites permanentes

A l'article 5.3.7 du Contrat, le calcul des indicateurs suivants se fait selon les formules précisées ci-après :

- o L'Indice Linéaire d'Infiltration : $\left(\frac{\Sigma(ECPP) + \Sigma(ER)}{L_r * n \text{ jours}} \right)$,
- o L'Indice Linéaire d'Eaux Parasites : $ILEP = \left(\frac{\Sigma(ECPP) + \Sigma(ER) + \Sigma(ECPC)}{L_r * n \text{ jours}} \right)$,
- o Les Coefficients d'Apport ($Ca = \frac{Sa - Sa_{amont}}{SBC} * 100$) avec SBC = Surface Bassin de Collecte,
- o Le calcul du Rendement Hydraulique du système d'assainissement et de chaque bassin versant ($RH = \frac{\text{Débit moyen BV}}{(\text{Débit moyen BV} + \text{Débit by-pass} + \text{Débit DO})} * 100$).

Avec ER : eau de ressuyage ; ECPP : Eaux Claires parasites permanentes ; ECPC : Eaux Claires Parasites de Captage ; Sa : Surface active ; Lr : linéaire de réseau

Travaux de renouvellement réalisés par le Concessionnaire

A l'article 6.3.1 du Contrat, après l'avant dernier alinéa, la formule de la valeur patrimoniale est la suivante :

$$\text{Valeur patrimoniale} = \frac{\sum_1^n \frac{\text{Durée de vie résiduelle}_i}{\text{Durée de vie}_i} \text{Valeur de renouvellement}_i}{\sum_1^n \text{Valeur de renouvellement}_i}$$

Modalités d'indexation du tarif de base de la part du Concessionnaire

A l'article 7.5. du Contrat, la formule du coefficient K1 est la suivante :

$$K1 = \left[0,20 + \left(0,392 \frac{A}{A_0} \right) + \left(0,070 \frac{B}{B_0} \right) + \left(0,208 \frac{C}{C_0} \right) + \left(0,130 \frac{D}{D_0} \right) \right]$$

2- Solutions envisagées

La proposition d'avenant vise à corriger les erreurs matérielles décrites ci-avant Fait(s) générateur(s).

La solution ne modifie pas les dispositions du contrat convenu entre les parties.

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : **ajout des formules manquantes**
- Article(s) du contrat impacté : **5.3.7 / 6.3.1 / 7.5.**

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

3- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique

○ Article R3135-1 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

○ Article R3135-2-3 et 4 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale.

Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence.

Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.

○ Article R3135-5 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir.

Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.

○ Article R3135-6 :

Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants :

1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ;

2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

	<p>☒ Article R3135-7 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles. Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :</p> <p>1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;</p> <p>2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;</p> <p>3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;</p> <p>4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.</p> <p>○ Article R3135-8 et 9 :</p> <p>Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies. Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.</p> <p>Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.</p>
--	--

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

Sans objet

4- Impact financier

Sans objet

5- Mouvement financier




☐ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le 18/05/2024.

Le Chef de service 	Le Directeur  Pour le directeur empêché, Le directeur adjoint, Olivier AMBROSI	Le DGA/le DGST 
---	---	---

RESERVE AUX FINANCES

Date réception Finances	
Visa Service Préparation Budgétaire	Date : Signature :
Visa Service PPI	Date : Signature :

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non Si oui, lesquels ?	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Commission	<input type="radio"/> CDSP <input type="radio"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="radio"/> oui <input type="radio"/> non	

